

rieures): Pour autant que nous le sachions, il n'existe aucun document du genre mentionné dans l'avis de motion n° 126.

M. l'Orateur: Je me demande si le député de Kootenay-Ouest (M. Herridge) a entendu l'explication du secrétaire parlementaire?

M. Herridge: Oui, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: La demande est rayée.

LA POLLUTION DE LA RIVIÈRE ROUGE

Demande n° 144—**M. Schreyer:**

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre copie de toutes les communications échangées au cours de la dernière période de 5 ans entre le gouvernement du Canada ou quelqu'un de ses organismes et le gouvernement des États-Unis ou quelqu'un de ses organismes, y compris la Commission conjointe internationale, au sujet de la pollution des eaux de la rivière Rouge et, en particulier, au sujet de toute vérification faite en vue de déterminer le degré de pollution.

(La demande est agréée.)

L'OPPOSITION À LA PROJECTION D'UN DOCUMENTAIRE SUR LA CHASSE AU PHOQUE

Demande n° 146—**L'hon. M. Flemming:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de toute correspondance, et de tous télégrammes ou mémoires relatifs aux conversations téléphoniques qu'a eues le premier ministre ou d'autres ministres avec le haut commissaire du Canada à Londres, autorisant ce dernier à s'opposer, ce qu'il a fait avec succès, à la projection d'un film canadien de 1964 décrivant les cruautés de la chasse au phoque au Canada, projection qui faisait partie du programme d'une exposition sur la faune patronnée par l'*Observer*.

M. D. S. Macdonald (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, on m'informe qu'il n'y a pas eu de communications échangées entre le ministre ou le ministère et le haut-commissaire à Londres, invitant ou autorisant ce dernier à s'opposer à la projection d'un film sur la chasse au phoque à l'exposition sur la faune qui était patronnée par l'*Observer*.

M. l'Orateur: La demande est rayée.

LA CORRESPONDANCE ENTRE LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET M. R. M. WHICHER

Demande n° 155—**M. Loney:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de toute correspondance échangée depuis le 8 novembre 1965 entre le ministre de l'Industrie et M. Ross M. Whicher, député provincial de Bruce.

[M. Macdonald.]

L'hon. C. M. Drury: La demande est recevable.

(La demande est agréée.)

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DU RAIL—PRÉSUMÉE DÉCLARATION RELATIVE À LA RÉTROACTIVITÉ DE PAIEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, il ressort des interviews de M. Gordon, président du National-Canadien, et de M. Sinclair, président du Pacifique-Canadien, diffusées hier soir par Radio-Canada, qu'aucune disposition n'a été prise au sujet de la rétroactivité de paiements supplémentaires pas plus dans la mesure à l'étude que dans celle qui suivra; le premier ministre peut-il nous dire si ces déclarations sont exactes?

Dira-t-il à la Chambre en même temps si des recommandations en ce sens ou des recommandations analogues lui ont été faites par ces deux personnes et quelle est la réaction du gouvernement à cet égard?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, à mon avis, rien n'a été dit lors de l'émission qui puisse nuire de quelque façon que ce soit à l'opportunité ou à la possibilité d'appliquer la mesure à l'étude si la Chambre l'adopte.

Les représentants des chemins de fer ont indiqué, lorsqu'ils sont passés me voir hier, qu'ils pourraient éprouver quelque difficulté à mettre cette mesure en œuvre à cause de considérations relatives au revenu. Ils m'ont exposé leur position, monsieur l'Orateur, et j'ai dit que j'examinerais la question.

[Plus tard]

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Albert): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Pour faire suite aux remarques de M. Sinclair affirmant que le deuxième bill devant la Chambre ne prévoit pas de fonds supplémentaires pour les chemins de fer, le premier ministre ne désire-t-il pas se raviser quant à ses observations sur la relation entre les deux bills, et nous dire s'il entend toujours passer immédiatement au deuxième projet de loi?

Le très hon. M. Pearson: Non, monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de me raviser. M. Sinclair devrait lire le bill un peu plus attentivement.

L'hon. M. Starr: Cela s'applique à M. Gordon, aussi.